

## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

### **Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2016/DRIEE/UT77/052**

**SOCIETE DES ENTREPÔTS ET DE DISTRIBUTION (SED),  
35 rue de Guivry, ZA du Gué,  
77990 MESNIL-AMELOT**

Le Préfet de Seine et Marne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et en particulier l'article R. 512-31 ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX préfet de Seine-et-Marne (hors cadre) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté n° 2016-DRIEE IdF - 196 du 19 mai 2016 portant subdélégation de signature de Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2 IC 087 du 2 mai 1997 autorisant la SA SED à exploiter des entrepôts couverts d'un volume de 618 000 m<sup>3</sup> stockant des produits de consommation à LE MESNIL-AMELOT, rue de Guivry ;

**Vu** les rapports d'inspection de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France n° E/15-2612 du 24 novembre 2015 et n° E/16-0708 du 16 mars 2016 ;

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 14 avril 2016 sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 15 avril 2016 à la connaissance de la société SED ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

**Considérant** les constats effectués lors de la visite d'inspection du 2 octobre 2015 sur le site de la société SED, sis 35 rue de Guivry au MESNIL-AMELOT (77990) ;

**Considérant** que la société SED exploite dans son bâtiment A deux mezzanines pour le stockage de textile ;

**Considérant** que la surface occupée par ces mezzanines n'a pas clairement été définie, mais que d'après l'exploitant elles représenteraient près de 100 % et 53,8 % des surfaces des niveaux inférieurs des cellules 3 et 4 ;

**Considérant** que les installations ne sont pas disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter reçu le 12 août 1996 ;

**Considérant** que les mezzanines ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 susvisé, notamment en matière de dispositions constructives ;

**Considérant** de ce fait qu'il convient de demander à l'exploitant une actualisation de l'étude de dangers ;

**Considérant** que la signalétique destinée à faciliter l'évacuation du personnel en cas de sinistre est insuffisante ;

**Considérant** que l'étude de désenfumage, réalisée par EFECTIS et transmise en novembre 2010, ne tient pas compte des aménagements, convois et largeurs d'allées effectifs des cellules, mais des hypothèses d'aménagements du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et qu'une actualisation de l'étude est nécessaire ;

**Considérant** l'absence d'information sur le comportement au feu de la structure de ces mezzanines afin que la cinématique de ruine de la structure n'entraîne pas de détérioration de la structure du bâtiment, voire d'effondrement vers l'extérieur ;

**Considérant** que, dans ces conditions, il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ont bien été prises ;

**Considérant** par conséquent qu'il y a lieu d'encadrer réglementairement l'implantation de ces mezzanines ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île- de- France,

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La société SED, pour son entrepôt sis 35 rue de Guivry au MESNIL-AMELOT (77990), est autorisée à exploiter des mezzanines au sein du bâtiment A, au niveau des cellules 3 et 4, sous réserve :

- que la surface projetée au sol de chaque mezzanine soit inférieure ou égale à 85 % de la surface de la cellule pour les stockages de textile et à 50 % pour les autres types de stockages ;
- que les mezzanines soient conformes aux conclusions de l'étude ISI mentionnée à l'article 2 et dans le délai prévu à l'article 3.

Le rapport d'un géomètre expert, justifiant que la projection au sol de la surface de chaque mezzanine est inférieure ou égale à 50 % ou 85 % de la surface au sol de la-dite cellule, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 2**

La société SED, pour son entrepôt sis 35 rue de Guivry au MESNIL-AMELOT (77990), est tenue de faire réaliser, dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude d'ingénierie sécurité incendie (ISI).

Cette étude doit traiter notamment :

- du comportement au feu de la mezzanine afin de déterminer la compatibilité de la cinétique de feu avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et les performances de l'installation de protection incendie, en tenant compte des aménagements des cellules (convois, voies formant cul-de-sac...) et des dispositions constructives de la mezzanine ;
- du comportement au feu de la structure de la mezzanine afin que sa ruine n'entraîne pas la ruine ou la détérioration de la structure du bâtiment, des murs (voire des murs coupe-feu), ni la ruine en chaîne du bâtiment, ni un effondrement vers l'extérieur ;
- des problématiques de désenfumage liées à l'évacuation du personnel, en tenant compte des aménagements des cellules (convois, voies formant cul-de-sac...) et des dispositions constructives de la mezzanine.

Une copie de cette étude est transmise au service d'inspection des installations et au Service Départemental d'Incendie et de Secours dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa réception par l'exploitant.

### **ARTICLE 3**

L'exploitant met en œuvre l'intégralité des recommandations de l'étude ISI visée à l'article 2 du présent arrêté dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la date de réception de ladite étude.

### **ARTICLE 4**

L'exploitant transmet dans un délai de trois mois une actualisation de l'étude de dangers qui étudie pour chaque bâtiment la propagation d'un incendie d'une cellule vers la ou les cellules adjacentes (système de sprinklage mis en échec), présente les cartographies des zones de risques significatifs (en particulier, les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup>) et vérifie l'adéquation des besoins en eau avec les réserves disponibles sur le site et les rétentions associées en vue de confiner les eaux polluées suite à un éventuel sinistre.

### **ARTICLE 5 : Notification**

Le présent arrêté complémentaire est notifié au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE 6 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SED.

### **ARTICLE 7 – Droit des tiers (Article R. 512-39 du code de l'environnement)**

Une copie du présent arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie du MESNIL-AMELOT et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### **ARTICLE 8 – Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 9 - Exécution**

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le sous-Préfet de MEAUX,
- M. le Maire du MESNIL-AMELOT,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SED, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 27 mai 2016

*Le Préfet,*  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité territoriale  
de Seine-et-Marne

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne

  
Guillaume BAILLY

#### **DESTINATAIRES :**

- La société SED,
- M. le Sous-Préfet de MEAUX,
- M. le Maire du MESNIL-AMELOT,
- M. le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRRECTE),
- M. le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- M. le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE).